

Tribune au journal La presse : La révolution et le sens des responsabilités

Par : Hazem Ben Aissa (Maître de Conférences à l'Université Paris Sud)

& Mahmoud-Sami Nabi (Enseignant-Chercheur à l'Université de Sousse & Ecole Polytechnique de Tunisie)

Nous vivons actuellement une gestation de la société tunisienne aspirant à accoucher une deuxième république qui soit démocratique. Depuis le 14 janvier la Tunisie connaît un air de liberté qui a foisonné des idées et des attentes diverses jusqu'au là estompées. Nous souhaiterions contribuer à cette émancipation intellectuelle par une lecture du paysage politique après un mois et demi de révolution. Il ne s'agit point de prétendre à une analyse objective mais plutôt à une tentative d'analyse. En effet, il est difficile d'être tout à fait objectif quand la mémoire des martyrs nous interpelle et quand la passion le discute à la raison. Du moins est-il légitime de contribuer.

Après un mois et demi de révolution, il est clair que la société tunisienne est partagée en deux courants vis-à-vis du chemin de la transition démocratique. Il est aussi évident qu'il existe beaucoup plus de « joueurs » que de courants vu le vide laissé par l'ancien régime. Certes, actuellement il est difficile de cataloguer les deux courants selon une ligne politique claire. Néanmoins, le premier courant signale une stratégie incrémentale de changement du système politique. Il semble que les prôneurs de ce courant essayent de jauger leurs actions pour minimiser les risques d'un chaos socio-économique. Cette approche souhaite un changement progressif et non brutal. Le deuxième courant s'apprête à l'approche de la « rupture » avec l'ancien système et exige une reconstruction totale des structures du système politique. Cette subdivision de la société montre une maturité et un engagement citoyen et civilisé d'un peuple tunisien aspirant à la démocratie.

Le président de la république par intérim a annoncé qu'une feuille de route « politique » sera proposée sous peu. C'est là une occasion et un appel pour que les deux courants se traduisent en lignes politiques claires. Les tunisiens souhaitent débattre d'idées concrètes tout en continuant à travailler. C'est ainsi que plusieurs tunisiens approuvent l'appel à l'élection d'une assemblée constituante y compris Monsieur Mohamed Ghannouchi après sa démission de ses fonctions de premier ministre. D'autres revendications sont moins populaires à l'instar de l'appel à la démission du gouvernement de transition. La démarche de la commission de la réforme politique, consistant à écouter les différents partis politiques et représentants de la société civile, devra être généralisée. En effet, seule la confrontation des idées et des projets politiques permettra d'éviter les risques d'une contre-révolution. D'une part, nous devons chacun de sa position éviter un scénario à l'ukrainienne où l'ancien pouvoir communiste n'a pas tardé à se régénérer après la révolution orange. D'autre part, il faut dénoncer toute récupération politique ou intérêts camouflés dans le conseil de révolution refusant des compromis et s'attachant à une radicalisation des positions au lieu d'une confrontation des idées. Aucun parti, association ou organisation ne doit aujourd'hui prétendre parler au nom du peuple qui n'a pas encore eu l'occasion d'élire ses représentants. Dans ce contexte, le rôle du gouvernement transitoire, des différents partis, de la société civile et des médias est primordial.

Somme toute, il est de toute urgence d'affronter les risques de dérapage de la locomotive révolutionnaire en lançant un débat démocratique et constructif impliquant les différentes composantes de la société. Pour qu'il y ait ce débat, il faudrait que chaque partie assume son rôle et éviter de jouer son propre agenda politique. Or, on a l'impression que le gouvernement avance parfois seul, que les partis politiques ne sont pas très impliqués, que des organisations professionnelles s'attachent à des positions rigides et que des médias jouent sur la passion pour faire de l'audimat. Il est plus que nécessaire de se mettre autour d'une table « modérée » par la commission de la réforme politique pour trouver un consensus rapide sur une feuille de route politique claire. Aucun agenda politique restreint par nature ne doit primer sur l'intérêt général du pays et de sa révolution. Il faudrait que la raison, le sens des responsabilités dépassent la passion et le calcul politicien. Nous attendons une feuille de route politique claire qui soit le résultat d'un compromis des négociations synthétisées par l'équipe des experts présidée par Professeur Iyadh Ben Achour.

Ni le paysage politique à travers son gouvernement ni le conseil de la protection de la révolution ne sont issues d'une élection démocratique. Pour retrouver ainsi une sérénité et une confiance en l'avenir il est nécessaire de respecter les valeurs de notre révolution et donc passer par le choix du peuple qui souhaite élire ses représentants pour mettre en place une nouvelle constitution ouvrant la voie à de nouvelles élections nationales.